

# Alstom décroche le contrat du métro de Dubaï

## TRANSPORT

**Le consortium mené par le groupe français était en compétition avec quatre autres.**

Lionel Steinmann  
@lionelsteinmann

Alstom vient d'enregistrer coup sur coup deux succès sur le plan commercial. Après avoir remporté mardi un appel d'offres pour la fourniture de 150 trains régionaux aux chemins de fer italiens (sans qu'on sache encore à ce stade s'il s'agit d'un contrat ferme ou avec des options), le constructeur ferroviaire français pilote le consortium qui a été retenu mercredi pour l'extension du métro de Dubaï vers le site de l'Exposition universelle prévue en 2020 dans la cité-Etat.

Le contrat prévoit la construction d'une ligne de 15 kilomètres, ainsi que la fourniture de 50 rames, pour un montant total de 2,6 milliards d'euros. Une bonne partie de cette somme ira à l'entreprise

de BTP espagnole Acciona et à son homologue turque Gulermak, les autres membres du consortium, qui seront chargés du gros œuvre (réalisation des tunnels, des viaducs et des gares). Mais la part d'Alstom, que le groupe français ne veut pas préciser à ce stade, va au-delà de la construction du matériel roulant, puisqu'il livrera également l'alimentation électrique, le système de communication, celui de contrôle des billets, et réalisera la pose des voies.

### Systèmes clefs en main

En remportant ce marché, Alstom fait la démonstration de sa compétitivité, même dans un contexte de concurrence accrue. Selon le communiqué publié par l'autorité des transports de Dubaï, pas moins de 10 consortiums avaient manifesté leur intérêt et cinq ont déposé une offre. Le français a notamment devancé le japonais Mitsubishi Heavy Industries, qui avait pourtant construit les deux premières lignes du métro de Dubaï. 35 des 50 rames commandées mercredi sont d'ailleurs destinées à circuler sur le réseau existant.

Cet appel d'offres illustre par ailleurs la stratégie d'Henri Poupard-Lafarge, le nouveau PDG d'Alstom, qui entend vendre à ses clients non plus seulement du matériel roulant, mais des systèmes clefs en main. Une compétence qui permet au groupe de faire la différence avec la plupart de ses concurrents. A Dubaï, Alstom assurera ainsi la coordination de l'ensemble du projet et sera l'unique interlocuteur des autorités locales. ■

« C'est une nouvelle attribution majeure pour Alstom aux Emirats. »

HENRI POUPARD-LAFARGE  
PDG d'Alstom



A Dubaï, Alstom assurera la coordination de l'ensemble du projet et sera l'unique interlocuteur des autorités locales.

## en bref

### La région Ile-de-France accélère son programme de transports ferroviaires

**TRANSPORTS** — Le Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) a confirmé mercredi qu'il allait lancer un programme de rénovation et de remplacement de 708 rames de trains de banlieue et de RER d'ici à 2021, et non plus 2030. « Les opérateurs ont largement confirmé la faisabilité de notre programme et nous allons lancer les commandes dès maintenant », a annoncé Stéphane Beaudet, vice-président du Conseil régional et du STIF. Le nombre de rames renouvelées devrait être sensiblement égal à celui des trains neufs. La SNCF pourra effectuer des travaux de modernisation en fonction de la disponibilité de ses ateliers. Les constructeurs ont confirmé qu'ils pouvaient respecter les délais. Parallèlement, le Conseil régional et la Seine-et-Marne ont débouqué 75 millions d'euros pour lancer le chantier d'électrification de la ligne Paris-Provins. Enfin, le Conseil régional doit boucler la semaine prochaine le financement, à hauteur de 1,06 milliard d'euros, qu'elle va engager pour débouquer le prolongement, d'un coût global de 3,8 milliards d'euros, du RER E.

# Solaire : l'Etat conforte la filière avec de nouveaux appels d'offres

## ÉNERGIE

**Le gouvernement a annoncé un appel d'offres pluriannuel de 1.000 MW par an pendant six ans.**

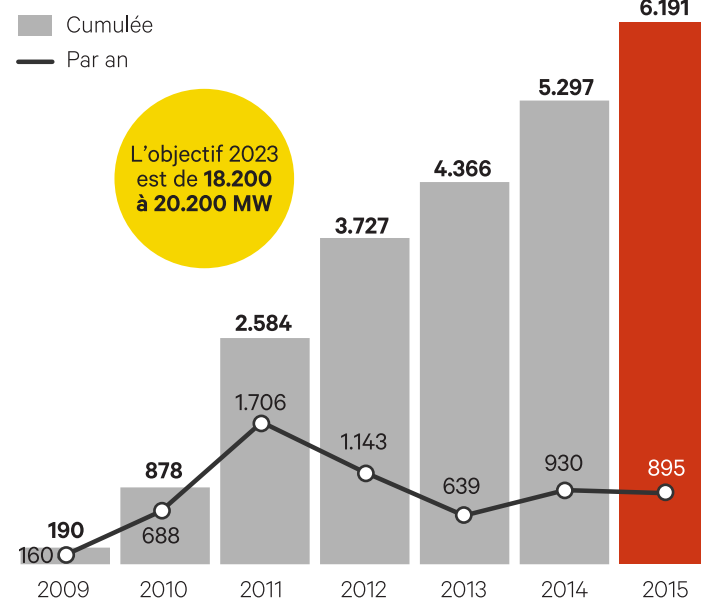
Anne Feitz  
@afeitz

Les professionnels du solaire de l'Hexagone sont tout sourire. Car en découvrant le communiqué publié mardi soir par la ministre de l'Énergie, Ségolène Royal, à l'occasion des Journées nationales de l'énergie solaire, ils ont eu de belles surprises.

D'abord, le ministère a annoncé que l'appel d'offres pluriannuel annoncé sur les centrales photovoltaïques au sol porterait sur six ans, et non pas sur trois ans comme attendu. « C'est une excellente nouvelle, qui va apporter de la visibilité à la filière jusqu'en 2022 », se félicite Damien Mathon, délégué général du SER (Syndicat des énergies renouvelables). Le cahier des charges de cet appel d'offres, qui portera sur 1.000 mégawatts (MW) par an, ne devrait plus tarder à être publié. Il a été soumis le 3 juin à la CRE (Commission de régulation de l'énergie), qui dispose d'un mois pour rendre son avis. « Compte tenu des ajustements potentiels deman-

### Le parc français photovoltaïque

Puissance raccordée, en MW



« LES ÉCHOS » / SOURCE : ENEDIS

## 204

EUROS/MWH

Le prix de vente moyen proposé pour l'électricité produite, contre 400 euros lors de l'appel d'offres précédent, en 2012.

dés, on peut tabler sur un lancement dans la première quinzaine de juillet », poursuit-il. Le ministère a par ailleurs confirmé qu'un autre appel d'offres, concernant les centrales photovoltaïques sur bâtiments, porterait sur 450 MW par an pendant trois ans.

Autre bonne surprise, Ségolène Royal a annoncé le lancement d'un

nouvel appel d'offres de 50 MW sur le solaire avec stockage, dans les zones non interconnectées (ZNI), notamment les îles comme la Corse, les Antilles ou La Réunion. Le dernier appel d'offres similaire, dont les résultats ont été publiés le 11 juin, a rencontré un grand succès : sur les 222 dossiers déposés pour une capacité de 356 MW, 33 ont finalement été retenus pour 52 MW.

### Chute des prix

Surtout, fait remarquable, le prix de vente moyen proposé pour l'électricité produite est tombé à 204 euros/MWh contre 400 euros lors de l'appel d'offres précédent, en 2012. « Le photovoltaïque avec stockage est devenu moins cher que l'électricité carbonée pour les consommateurs insulaires », note Daniel Bour, président du syndicat professionnel Enerplan, dans un communiqué. Selon la CRE, le prix moyen de l'électricité dans les ZNI atteint 225 euros/MWh.

Dans le monde entier, la chute des prix de l'électricité solaire conduit les gouvernements à se montrer volontaristes en la matière. La France ne fait pas exception. Ségolène Royal a annoncé à l'automne des objectifs ambitieux pour le solaire photovoltaïque, qui ont été confirmés dans un arrêté du 24 avril 2016 : ils s'élèvent à 10.200 MW en 2018 et à 18.200-20.200 MW en 2023, contre 6.100 MW fin 2015. ■

# GE trouve un accord avec la Russie autour des turbines françaises Arabelle

## ÉNERGIE

**La coentreprise Geast va reprendre les parts d'Alstom dans l'ex-JV avec Rosatom.**

C'est un dossier sensible qui vient de trouver son épilogue, huit mois après l'acquisition des activités énergie d'Alstom par l'américain General Electric (GE), à savoir l'avenir de la coentreprise AAEM créée en 2007 par Alstom (à 49 %) et le géant russe du nucléaire Rosatom (à 51 %) autour de la fabrication des turbines à vapeur Arabelle de l'équipementier français pour les

marchés du groupe russe. Pendant plusieurs mois, les autorités russes ont bloqué le dossier du devenir des parts d'Alstom dans AAEM. « Parce que c'est du nucléaire, une industrie stratégique. Et parce que coopérer avec les Français, c'était politiquement acceptable. Mais avec les Américains... », expliquait, il y a quelques semaines, une source française proche du dossier au cœur de cet imbroglio politico-industriel.

### Des projets gelés

Selon nos informations, GE vient de recevoir la notification officielle de Moscou autorisant le transfert des parts d'Alstom dans le JV Geast. Celui-ci est détenu à 80 % par GE et encore à 20 % par Alstom, l'Etat

français ayant conservé des droits de gouvernance spécifiques, les turbines Arabelle équipant les centrales nucléaires françaises et assurant l'offre tricolore à l'export.

Reste à voir quelle activité GE, Alstom et Rosatom pourront développer. La coentreprise franco-russe avait initialement remporté le contrat pour fournir deux turbi-

Pendant plusieurs mois, les autorités russes avaient bloqué le dossier du devenir des parts d'Alstom dans AAEM.

nes Arabelle pour l'îlot conventionnel de la centrale de Kaliningrad – un contrat de 380 millions d'euros pour Alstom, qui devait fabriquer ces turbines dans son usine de Belfort. Las, le projet est gelé depuis de longs mois. La coentreprise a, depuis, répondu à l'appel d'offres de Rosatom pour fournir une turbine pour son projet de centrale développée en Finlande, et qui serait également fabriquée à Belfort. « Hanhikivi I [le nom du réacteur en projet, NDLR] sera probablement la première à avoir Arabelle », indique une source proche du dossier. L'accord de 2007 prévoyait par ailleurs une modernisation de l'usine de Rosatom, un projet toujours gelé. — V. L. B. et B. Q. (à Moscou)

## APPEL D'OFFRES

**MAIRIE DE PARIS**

**AVIS D'APPEL A CANDIDATURE**

CESSION DE TROIS LOCAUX COMMERCIAUX situés 103 avenue de France, à Paris 13<sup>e</sup>

La Ville de Paris cède en un lot et en leur état actuel d'occupation trois locaux commerciaux situés au pied d'un immeuble de bureaux récent, d'une surface totale de 320 m<sup>2</sup> environ.

Ces locaux sont loués commercialement à :

- Starbucks Coffee France (SU de 123 m<sup>2</sup>) ;
- Bagel France (SU de 102 m<sup>2</sup>) ;
- Ideal Optique Sheva (SU de 95 m<sup>2</sup>).

Situés sur l'avenue de France, ces locaux bénéficient de la proximité attractive de la BnF et d'un complexe cinématographique, dans un quartier en pleine expansion composé d'immeubles de bureaux, de commerces, de logements, d'établissements culturels et d'enseignement. Ils sont bien desservis par les transports en commun (métro et RER C station « Bibliothèque François Mitterrand », bus, tramway T3a).

Les candidats intéressés doivent transmettre à la Ville de Paris un dossier contenant :

- une présentation de leur activité,
- documents attestant de leur qualité (K bis et / ou carte d'identité),
- documents attestant de leur surface financière,
- liste des opérations de nature comparable sur les 5 dernières années.

Ce dossier devra être adressé sous pli au plus tard le 12 juillet 2016 (avant 16h pour les dépôts en mains propres et avant minuit pour les envois en recommandé, le cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse suivante :

**Mairie de Paris – Direction de l'Urbanisme Service de l'Action Foncière – Bureau des Ventes – secrétariat (bureau 7.32 RF) 121 avenue de France, CS 51388 - 75 639 PARIS CEDEX 13**

L'enveloppe devra impérativement porter la mention « Appel à candidatures 103 avenue de France, 13<sup>e</sup>, NE PAS OUVRIR »

Sur la base de la pertinence des documents fournis, la Ville de Paris sélectionnera les candidats et leur communiquera un dossier complet de consultation.

Pour tous renseignements, merci de contacter : [sylvie.leydier@paris.fr](mailto:sylvie.leydier@paris.fr) ou [wing-hue.lau@paris.fr](mailto:wing-hue.lau@paris.fr)